

Migrants : après le drame de Melilla, les ONG réclament une enquête

Par Rémy Pigaglio (à Casablanca) et Valérie Demon (à Madrid), le 26/6/2022 à 07h10

Après la bousculade qui a fait plus de 27 morts parmi les migrants à Nador, ville frontière avec l'enclave espagnole de Melilla, les organisations humanitaires des droits de l'homme réclament une enquête internationale pour établir les responsabilités de cette catastrophe.



« Tout était sang, que du sang, du sang à la tête, la peau déchirée, les pieds et les mains cassés. Ceux qui n'étaient pas déjà morts, ont fini par mourir sous les coups. » Le témoignage d'un commerçant publié par le journal *El Pais* raconte l'horreur qui s'est déroulée à Nador, ville marocaine, à la frontière avec l'enclave espagnole de Melilla, lorsque plus de 2 000 migrants majoritairement soudanais ont tenté vendredi 24 juin de franchir la frontière en coupant avec des cisailles les barbelés qui séparent les deux pays. Certains tombent, ils s'écroulent les uns sur les autres, et la police marocaine tape et laisse les blessés pendant des heures sur les lieux avant de les transporter à l'hôpital. Un bilan jamais vu auparavant.

133 personnes seraient parvenues à entrer

Samedi, les autorités marocaines annonçaient 23 migrants décédés. De son côté, l'Association marocaine des droits humains (AMDH), en a décompté 27. « *Un bilan qui risque d'augmenter en raison du nombre de blessés* », prévient Khadija Ainani, membre du conseil national de l'AMDH.

Espagne : comment expliquer la pression migratoire autour de Ceuta et Melilla ?

Quelque 133 personnes seraient parvenues à entrer. La Garde civile espagnole, qui surveille l'autre côté de la clôture, a assuré ne pas avoir d'informations sur ce drame, renvoyant vers le Maroc qui vendredi indiquait que les décès avaient eu lieu « *à la suite d'une bousculade, tandis que certains avaient chuté du haut de la clôture* ».

Sahara occidental, le revirement historique de l'Espagne

Khadija Ainani déplore des « *bousculades* » et les risques posés par les grillages munis de lames. Elle affirme en outre qu'« *il y avait des affrontements entre les personnes migrantes et les forces de l'ordre marocaines, qui sont intervenues très violemment. D'après des vidéos prises sur place, on les voit battre les migrants blessés. Certains sont décédés car ils ont été laissés sans soins* », affirme-t-elle.

Pedro Sanchez n'a pas eu un mot pour les victimes

« *Dans une vidéo publiée par l'AMDH, et confirmée par géolocalisation, des dizaines de corps et d'hommes blessés apparaissent entassés les uns sur les autres près de la barrière qui sert de frontière, entourée par des membres des forces de l'ordre marocaines en tenue anti-émeute* », indique par ailleurs un article du *New York Times*, publié samedi 25 juin.

Le Maroc, laboratoire des nouvelles politiques migratoires européennes

Plusieurs associations de défense des droits humains, dont l'AMDH, réclament une enquête et constate dans un communiqué que « *les prémices du drame de ce vendredi 24 juin ont été annoncées depuis plusieurs semaines. Les campagnes d'arrestations, de ratissages des campements, de déplacements forcés visant les personnes en migration à Nador et sa région étaient annonciatrices de ce drame écrit d'avance. La reprise de la coopération sécuritaire dans le domaine des migrations entre le Maroc et l'Espagne, en mars 2022, a eu pour conséquence directe la multiplication des actions coordonnées entre les deux pays* ». (Voir repères).

Maroc-Espagne, la fin de la brouille

Malgré le bilan extrêmement lourd de cette tragédie, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a préféré renvoyer la responsabilité de cet « *assaut violent et organisé* » sur les mafias « *qui se livrent au trafic d'êtres humains contre une ville qui est un territoire espagnol, il s'agit par conséquent d'une attaque contre l'intégrité territoriale de notre pays* ». Il n'a pas eu un mot pour déplorer les dizaines de morts, préférant saluer le travail de la gendarmerie marocaine pour avoir « *tenté d'éviter au maximum cet assault violent* ».

Podemos réclame une enquête

Seul Podemos, l'allié de la gauche radicale dans la coalition gouvernementale a réclamé à l'Union européenne une enquête « *immédiate et indépendante* » pour « *éclaircir les faits et déterminer les responsabilités* ». Dans un communiqué, Idoia Villanueva, eurodéputée et secrétaire internationale de Podemos, estime que « *passer outre les droits humains en vendant, entre autres, les droits du peuple sahraoui et en s'appuyant sur des gouvernements qui portent atteinte systématiquement aux droits humains, a des conséquences* ».

Afflux de migrants à Ceuta et Melilla : que font ces deux enclaves espagnoles en territoire marocain ?

Qu'il est loin le temps où Pedro Sanchez, à peine arrivé au pouvoir en juin 2018, avait accepté, au nom du droit humanitaire, à la surprise générale, d'accueillir le bateau *L'Aquarius*, dans le port de Valence, avec plus de 600 migrants à bord !

L'arme migratoire du Maroc

Avril 2021. L'accueil en Espagne du chef du Front Polisario, Brahim Ghali, pour y être soigné, provoque les foudres de Rabat et brouille les relations entre l'Espagne et le Maroc.

17 mai 2021. Plus de 8 000 Marocains traversent la frontière pour arriver à Ceuta, l'enclave espagnole dans le nord du pays. Selon l'Espagne, plus de la moitié d'entre eux ont été renvoyés au Maroc.

18 mars 2022. L'Espagne, contrairement à sa politique traditionnelle de neutralité sur le Sahara occidental, fait volte-face et reconnaît la souveraineté du Maroc sur cette région. Elle obtient en échange l'assurance du royaume chérifien qu'il contrôlera ses frontières et renoncera à user de l'arme migratoire.

Rémy Pigaglio (à Casablanca) et Valérie Demon (à Madrid)